



LE FONDS DE LA GUERRE DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LYON

BRUNO FOUILLET
ANNE CHARMASSON-CREUS
THOMAS BRÉBAN
FANNY GIRAUDIER

Début avril 1915, le maire de Lyon Édouard Herriot invite un nombre choisi de ses concitoyens à participer à la Commission

instituée par la municipalité lyonnaise pour la création et l'organisation d'un fonds relatif à la guerre de 1914-1915. Le sénateur maire de Lyon met tout son poids de politique et d'intellectuel dans un conflit dont l'enjeu culturel ne fait aucun doute pour les contemporains. La constitution du fonds poursuit trois objectifs principaux :

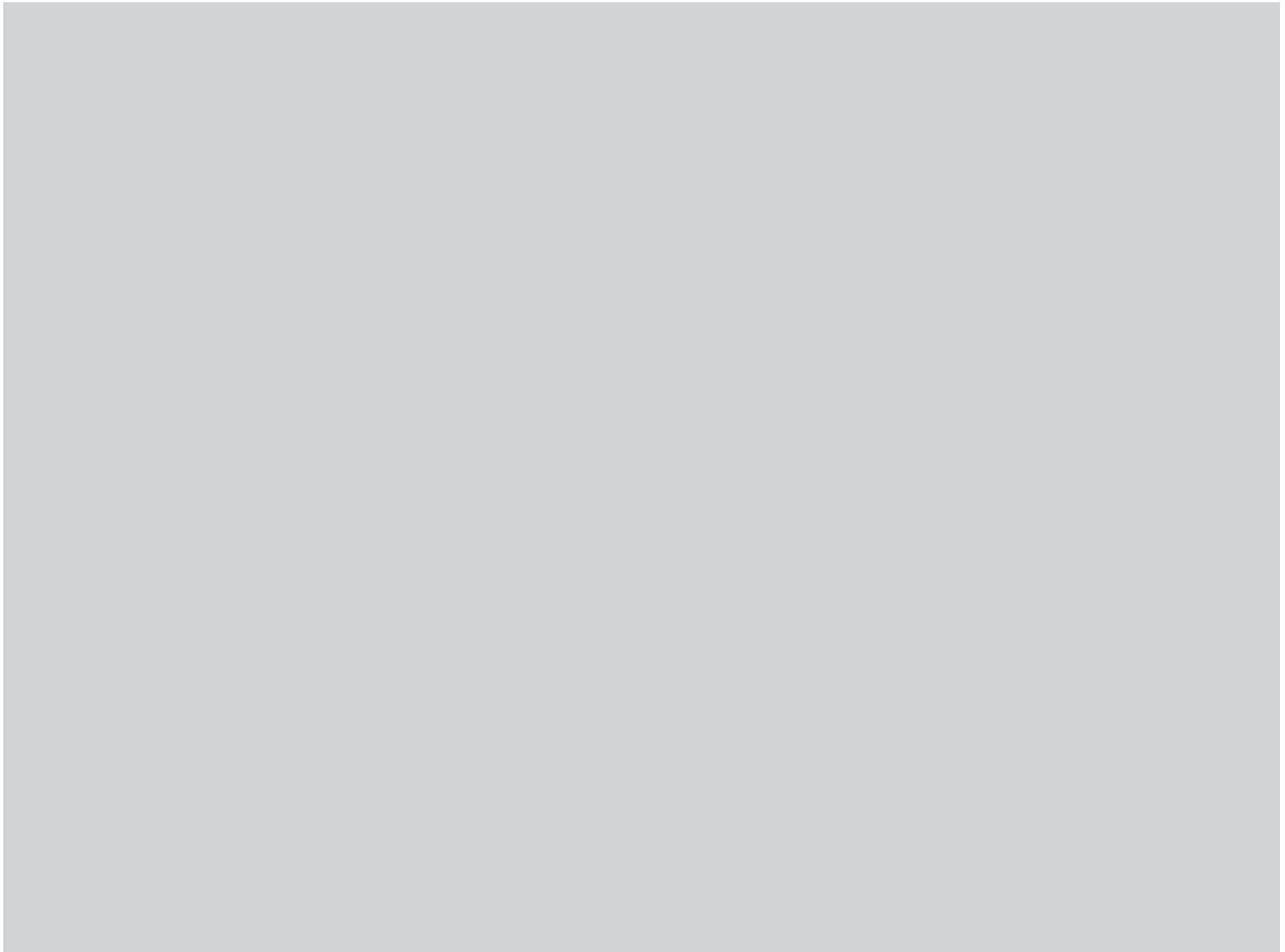
- mettre en exergue la propagande internationale de l'Allemagne ;
- prouver que la cause alliée est celle du droit et de la justice ;
- fournir les outils qui seront plus tard indispensables à tout savant qui voudra écrire sur l'histoire du plus grand événement des temps modernes.

Afin de rassembler avec exhaustivité toute la documentation possible (quelle qu'en soit l'origine, française ou étrangère, alliée ou ennemie) sur la guerre en cours, le maire de Lyon Édouard Herriot met en place dès 1915 une Commission pour constituer et gérer ce fonds. Dans un contexte pourtant très difficile, l'ampleur du projet et de sa réalisation, victime de son succès, conduit à en redéfinir les objectifs, à travers notamment la valorisation et le catalogage, avant de sombrer dans l'oubli de l'immédiat après-guerre aux années... 2000. Ce fonds fait désormais l'objet d'un important travail bibliothéconomique, qui va de la relance des acquisitions jusqu'à la mise en valeur en termes d'action culturelle, dans un contexte commémoratif porteur.

NDLR : cet article a paru dans le catalogue de l'exposition, 1914-1918 : *Lyon sur tous les fronts!*, Silvana Editoriale, 2014.



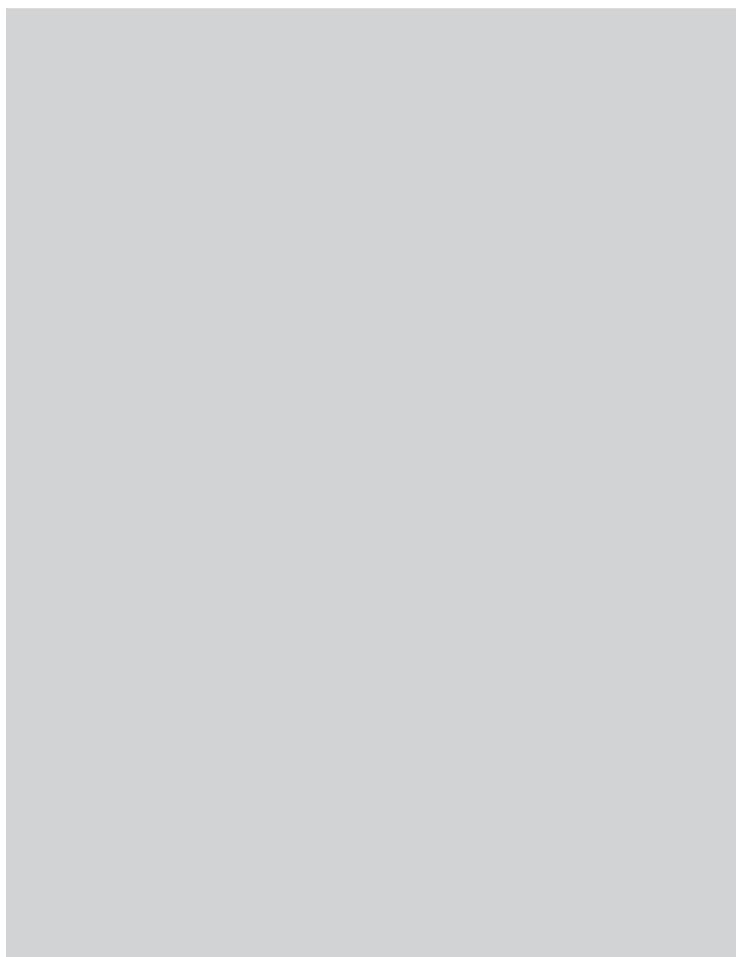
Carte sérieo-comique de l'Europe en guerre. *Alerte ! les chiens aboient !*, 1914. Fonds de la guerre, Bibliothèque municipale de Lyon (BmL).



QUI POUR RÉUNIR UN FONDS DE LA GRANDE GUERRE ?

Édouard Herriot délègue la présidence de la commission à l'un de ses adjoints, Emmanuel Lévy, professeur à la faculté de droit de Lyon. La commission se compose de représentants de la municipalité (de la majorité comme de l'opposition), d'universitaires des facultés de lettres, de droit et des sciences, mais aussi de professeurs des lycées de Lyon ou de l'école vétérinaire, de l'inspecteur d'académie du Rhône, et du directeur du conservatoire de musique de la ville. Le groupe s'enrichit aussi de membres du corps consulaire lyonnais et de membres choisis pour leur appartenance à un corps constitué (secrétaire de la Bourse du travail de Lyon, archiviste départemental du Rhône, directeur de la Com-

mission de contrôle postal de Lyon, directeur du Bureau municipal d'hygiène de Lyon, directeur de l'Observatoire de Saint-Genis-Laval, président de la Société de lecture de Lyon, vice-président de la chambre de commerce de Lyon). Cette commission du fonds de la guerre, créée en 1915, est donc un condensé de l'Union sacrée telle qu'elle est rêvée par Édouard Herriot : un groupe de Lyonnais allant des socialistes ralliés à l'idée d'une guerre juste, à la droite libérale et modérée, le tout structuré par une proximité intellectuelle et sociale de ses membres. Un homme s'avère être rapidement la cheville ouvrière de l'ensemble, celui à qui Herriot et Lévy ont confié la mise en place matérielle du projet : il s'agit du bibliothécaire en chef de la ville de Lyon, Richard Cantinelli, nommé secrétaire de la commission. Né à Florence en 1872, il dirige la bibliothèque municipale de Marseille



Rikli Herbert, *Hurra!*
Livres d'images de guerre
allemand pour enfants.
Fonds de la guerre, BmL.

(1896-1902), avant d'arriver à Lyon en 1904. Cantinelli est le centre d'un vaste réseau à la fois local, national et international, chargé de faire le lien entre toutes les composantes du futur fonds de la guerre : maire, commission, libraires, correspondants nationaux et internationaux, institutions officielles ou culturelles, bibliothèques du monde entier, etc.

La première fonction de chaque membre est d'activer ses relations professionnelles ou personnelles, en France ou à l'étranger, afin de constituer un groupe de correspondants capables de fournir la bibliothèque en documentation. Dans la séance du 24 avril 1915, il est décidé que chaque membre de la commission est chargé particulièrement de trouver des tracts, brochures de propagande, alors que le bibliothécaire se charge des ouvrages de fond.

La deuxième tâche des membres de la commis-

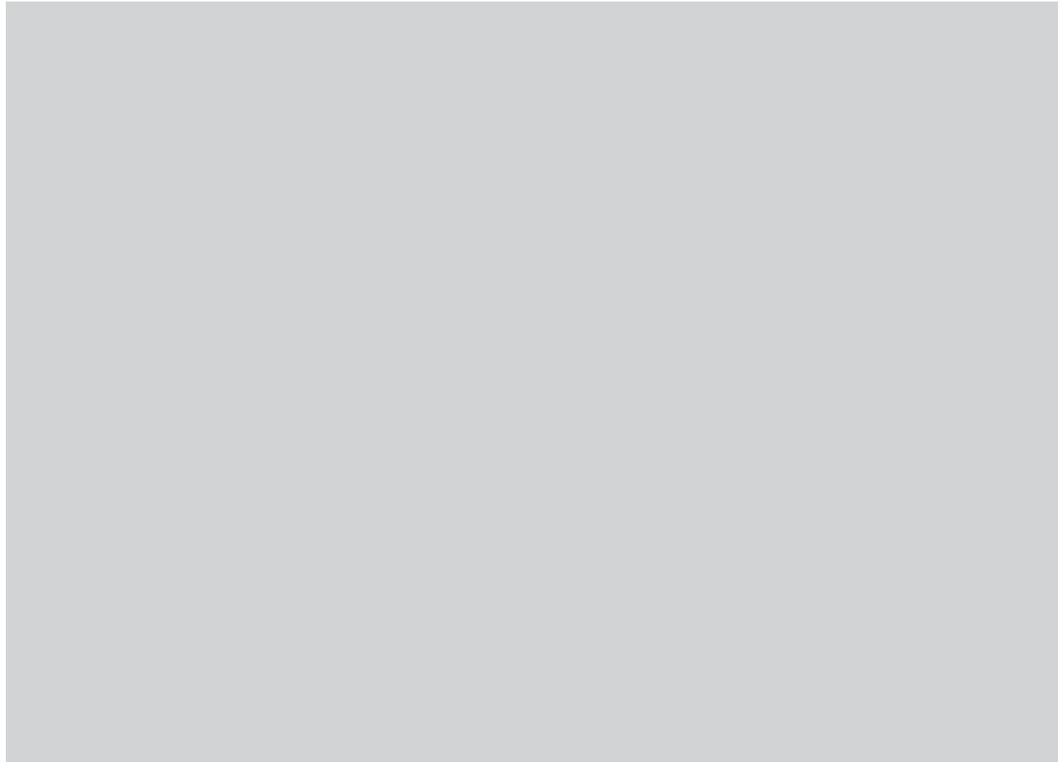
sion est de mettre leurs capacités au service de la recherche des meilleurs documents, puis de participer à la compréhension d'ensemble de cette documentation. Pour ce faire, la commission se partage en sous-commissions, qui peuvent être linguistiques ou thématiques.

LA CONSTITUTION DU FONDS DE LA GUERRE

L'idée qui ressort dès les premiers courriers de la commission, c'est l'exhaustivité qui doit faire de la collection lyonnaise la référence en la matière. Le fonds doit donc contenir toute la documentation d'origine française, alliée, neutre, mais aussi en provenance des États ennemis, ce qui démontre l'ampleur et la difficulté du projet, surtout en raison de l'interdiction du



Lyon, *Œuvres municipales*,
1915. Fonds de la guerre,
BmL.



commerce et de la circulation des biens entre la France et ses ennemis.

Si le problème du stockage risque de se poser, de même que le surplus de travail de classement, l'argent ne représente pas un frein à l'ambition de la commission, du moins jusqu'à fin 1916. En effet, un budget de 10 000 francs par an semble permettre d'approcher l'exhaustivité recherchée, quand on sait que le budget total de la bibliothèque en 1908-1909 est de 60 469 francs.

Les « *journaux officiels, les comptes rendus de chambres, les proclamations, les livres diplomatiques, les affiches officielles, les statistiques de douanes, les indicateurs de chemins de fer*¹ » sont alors collectés, tout comme les publications du Service de santé militaire, des Unions de syndicats et autres Bourses du travail, ou encore celles des partis politiques et Églises.

Mais aussi « *brochures, journaux illustrés, quotidiens, [...] tracts, feuilles volantes sur papier pelure [qui] formeront plus tard une littérature d'un caractère unique*² ».

La presse se trouve donc au centre des préoccupations : presse d'opinion, revues illustrées, photographies, cartes postales, gravures ou estampes. Cantinelli intègre à cette catégorie « *les innombrables feuilles non mises dans le commerce, les papiers distribués au jour le jour*

*et dont l'influence sur l'esprit public est bien plus grande que celle des ouvrages plus importants*³ ».

La commission comprend l'éclosion de la culture de masse en recherchant « *tous les petits imprimés, les pièces de circonstance, les manuels de propagande, les images populaires qui sont – peut-être mieux que les livres – les documents avec lesquels on écrira l'histoire ou encore les feuilles volantes, les circulaires, les programmes, etc., qu'aucun répertoire ne nous signale et que l'on ne retrouvera plus si on ne les saisit pas au vol*⁴ ».

Dans la constitution du fonds de la guerre, le bibliothécaire délaisse donc « *les gros ouvrages de librairie, toujours faciles à se procurer* » après guerre⁵.

C'est dans ce même ordre d'idée que la commission cherche aussi de nouveaux types de documents historiques, tels que témoignages du combattant au front (appel au public à donner des correspondances de combattants, des récits de guerre et des journaux de tranchées), monnaies nées de la guerre...

À partir de l'automne 1916, la commission resserre ses recherches sur l'opinion française, en particulier à l'arrière, avec la volonté de recevoir des thèses universitaires en rapport avec la guerre, des palmarès et des discours de remises de prix dans des lycées, et aussi tous

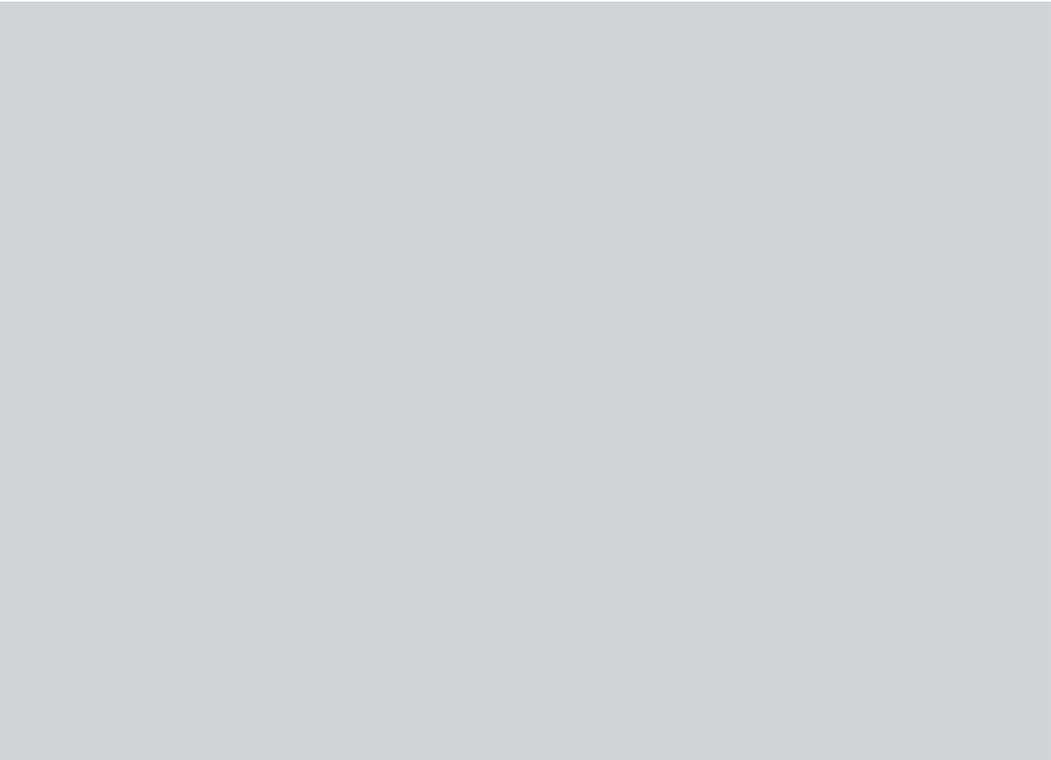
¹ Archives municipales de Lyon (AML) 177 WP 014. Procès-verbal de la commission, réunion réservée au corps consulaire des nations alliées et neutres, séance du 14 mai 1915.

² AML 177 WP 012. Projet d'article pour une revue sud-américaine sur la Bibliothèque de Guerre de Lyon, proposé par le bibliothécaire en chef au président de la Commission du fonds de la guerre de Lyon le 12 octobre 1915.

³ AML 177 WP 012. Classeur *Copie de lettres – juillet 1915 - juillet 1916*.

⁴ AML 177 WP 014. Dossier *Bibliothèque de la Guerre 1916*.

⁵ AML 0177 WP 012. Classeur *Copie de lettres – juillet 1915 - juillet 1916*.



Lyon. *Parc d'artillerie de la Mouche*, 1915. Fonds de la guerre, BmL.

les documents parus dans les différents départements, en particulier dans les territoires envahis, occupés ou simplement proches de la zone des combats.

Ce recentrage des recherches sur la France peut s'expliquer de deux manières : d'une part, les principaux ouvrages de bibliothèque ont été achetés et les abonnements pour la presse sont en cours. D'autre part, c'est en cette fin d'année 1916 qu'apparaissent les premières inquiétudes budgétaires : les abonnements obèrent une grande partie des ressources, d'autant que la crise du papier, qui s'aggrave avec la guerre sous-marine de 1917, pousse certains titres à supprimer l'abonnement gratuit consenti à la bibliothèque de Lyon. On comprend en quoi il s'avère nécessaire à ce moment-là de se retourner vers des institutions pouvant donner de la documentation et non la vendre. Désormais, l'inflation sur les matières premières liées à l'édition ne fera que s'amplifier et le budget de 10 000 francs par an devient insuffisant pour faire d'autres achats que les abonnements en cours.

À ces réalités budgétaires, s'ajoute une concurrence qui semble condamner la volonté d'exhaustivité : la Bibliothèque nationale est servie en priorité, notamment pour tous les petits fascicules tant recherchés par Cantinelli, mais

surtout une nouvelle institution nationale voit le jour durant l'été 1917. La Bibliothèque et musée de la guerre est créée à Paris, après un vote à l'unanimité de l'Assemblée nationale le 23 juillet 1917. Cette bibliothèque, dotée d'un budget conséquent et d'une visibilité internationale, est d'une grande richesse grâce à la donation d'une collection privée, celle d'Henri et Louise Leblanc, qui amassent depuis septembre 1914 une documentation pléthorique dans deux appartements parisiens.

Une dernière phase de recherche de documents nouveaux est cependant immédiatement postérieure à l'armistice : le 4 décembre 1918, Cantinelli demande à Herriot d'intercéder auprès des députés des départements envahis pour qu'ils envoient à la bibliothèque lyonnaise les journaux en langue française qui reparassent en Alsace et Lorraine. Le fonds de la guerre recherche enfin, en février 1919, des documents sur deux derniers événements qui clôturent la guerre selon le bibliothécaire lyonnais : le mouvement russe qui paraît si confus à cette date et la conférence de la paix à Versailles.

Les abonnements en cours ne sont finalement pas reconduits en 1920 et les derniers documents – notamment des revues – arrivent à Lyon en 1921.



LES RÉSEAUX D'APPROVISIONNEMENT

La librairie adjudicataire de la ville de Lyon, la maison Georg, est chargée de regrouper les ouvrages des catalogues français, ainsi que de proposer une liste de périodiques en vue d'abonnements. Le bibliothécaire se rend aussi en Suisse du 8 au 11 avril 1915 pour prendre contact avec des fournisseurs potentiels pour ce pays mais surtout pour les documents allemands et ennemis : les librairies Buckhardt et A. Jullien de Genève sont chargées respectivement de rassembler la documentation de Suisse alémanique et de Suisse romande; la filiale Georg de Genève est, quant à elle, chargée de recueillir une documentation impossible à trouver en France en période de guerre, celle relative aux Empires centraux. Cantinelli se tourne aussi vers des libraires britanniques, italiens, suédois, des Pays-Bas et des États-Unis.

Autre voie traditionnelle d'approvisionnement pour une bibliothèque, Cantinelli utilise le canal des renseignements et des échanges avec d'autres bibliothèques : Bibliothèque nationale, les bibliothèques de la ville de Paris, de l'université de la Sorbonne, de l'université de Bologne (Italie), du Comité national pour l'histoire du Risorgimento de Rome (Italie), du Congrès (Washington, États-Unis), de l'université d'Indiana (États-Unis), de l'université de Columbia (États-Unis), de l'université de Harvard (États-Unis), de l'université de Minnesota (États-Unis), de la New York Public Library (États-Unis).

En parallèle à ces réseaux traditionnels, la situation de guerre pousse à innover, pour contourner les interdits et les difficultés d'approvisionnement. Suite à des appels parus dans la presse nationale, des particuliers se proposent. On peut citer le grand rabbin du territoire de Belfort, Wolff, ainsi que l'auteur et traducteur Pierre-Georget La Chesnais (documents scandinaves).

Des liens sont aussi tissés avec les milieux commerciaux ou industriels, via les patrons lyonnais, ou encore avec le réseau universitaire ou scientifique international. Cependant, la source novatrice qui semble avoir été la plus productive est le réseau diplomatique : le corpus espagnol en est majoritairement issu et le consul général de France à Londres, Maurice de Copet, apporte continuellement une documentation foisonnante.

Outre ces réseaux, le temps de guerre, avec les institutions qui le caractérisent, permet de recourir à d'autres sources d'approvisionnement. Le Bureau de la censure de la presse de Lyon promet ainsi une collection de tous les articles publiés par les journaux lyonnais. Mais ce sont surtout les commissions du contrôle postal qui laissent entrevoir de grands espoirs : le commandant du bureau lyonnais, Gabriel Canat-de-Chizy est membre de la commission et envoie un exemplaire de toutes les publications saisies.

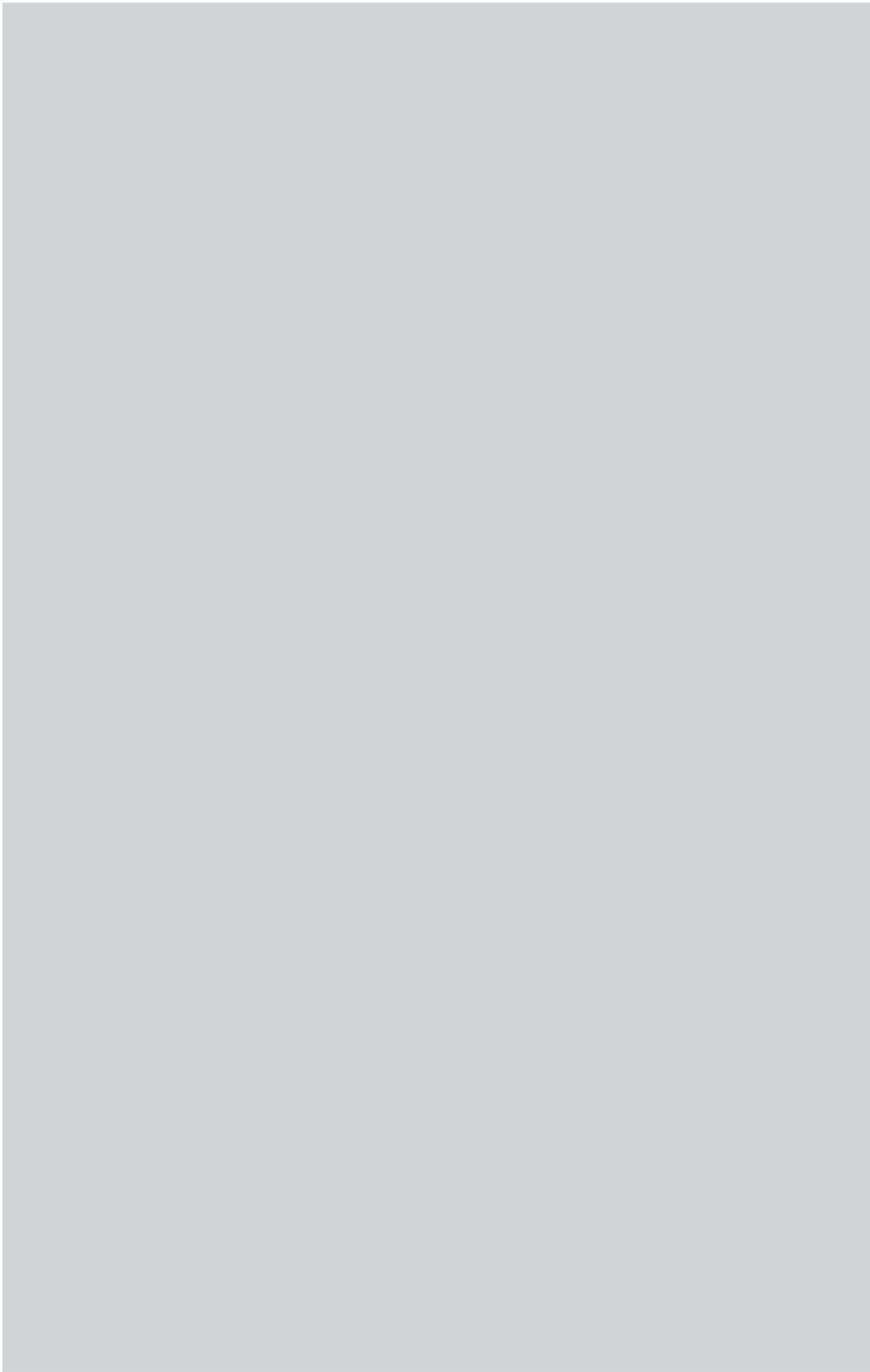
ÉVOLUTION QUANTITATIVE ET GÉOGRAPHIQUE DU FONDS DE LA GUERRE

En septembre 1915, la bibliothèque de la guerre est riche de 4 500 pièces, dont 2 805 ouvrages en décembre de la même année.

En avril 1916, Cantinelli explique à la commission que les acquisitions se « *poursuivent normalement* », le fonds pouvant être considéré comme complet pour la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la Suisse, la Suède, l'Allemagne, mais toujours aussi parcellaire pour la Russie, la Grèce, le Portugal, la Norvège, les Pays-Bas et les pays balkaniques, dont la presse seule est reçue à Lyon. Les contacts avec les États-Unis et l'Amérique latine sont fragiles, car ils reposent sur quelques personnalités ou institutions. À cette date, une liste fait état de 4 202 documents imprimés : 3 594 ouvrages, 98 journaux paraissant de deux à sept fois par semaine, 243 hebdomadaires ou bimensuels, 267 ouvrages en cours, publics pour la plupart à raison d'un fascicule par semaine. Le tout sans compter les 200 à 250 ouvrages en cours et les 150 à 180 périodiques et quotidiens « *du fonds général dont la publication continue* ».

En août 1916, Cantinelli avance le chiffre de 5 000 ouvrages alliés (3 650 livres et brochures et 1 500 fascicules d'ouvrages en cours) et 430 périodiques français, anglais, portugais, espagnols, danois, suédois, néerlandais (250 revues et 180 journaux) ainsi que 5 500 ouvrages ennemis (2 500 livres et brochures, plus 3 000 fascicules d'ouvrages en cours) et 135 périodiques allemands et autrichiens (75 revues et 60 journaux).

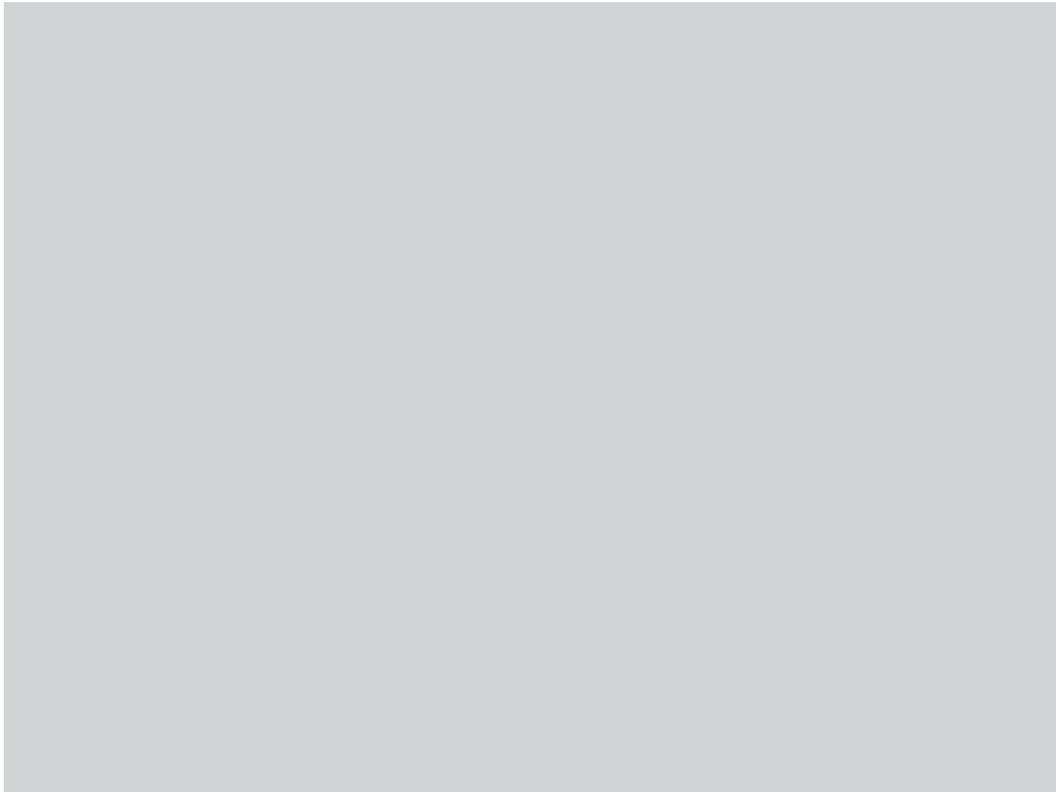
La dernière évaluation chiffrée du fonds est nettement moins précise, parlant simplement



Affiche russe de
A. O. Maksimov, *Vpered'
za Rodinu!* (En avant
pour la patrie!), 1916.
Fonds de la guerre, BmL.



Affiche de E. Chapuis,
*Vente des objets d'art
fabriqués par nos blessés*
(s.d.). Fonds de la guerre,
BmL.



de 17 000 documents à la fin de l'année 1916, avant que le vague chiffre de 20 000 soit repris au moment de la rédaction du catalogue. La masse documentaire, les problèmes de personnel et plus encore les doutes quant à l'utilité future de l'œuvre lyonnaise face à la concurrence parisienne expliquent sans doute ce flou à partir de 1917.

On peut conclure que le rêve de Herriot de posséder à Lyon un fonds exhaustif de tous les documents relatifs à la guerre et pour tous les pays du monde n'a été qu'un idéal vers lequel la commission a tendu, mais que l'ampleur – la démesure? – du projet et les obstacles causés par la guerre ont poussé à une redéfinition pragmatique de la constitution du fonds.

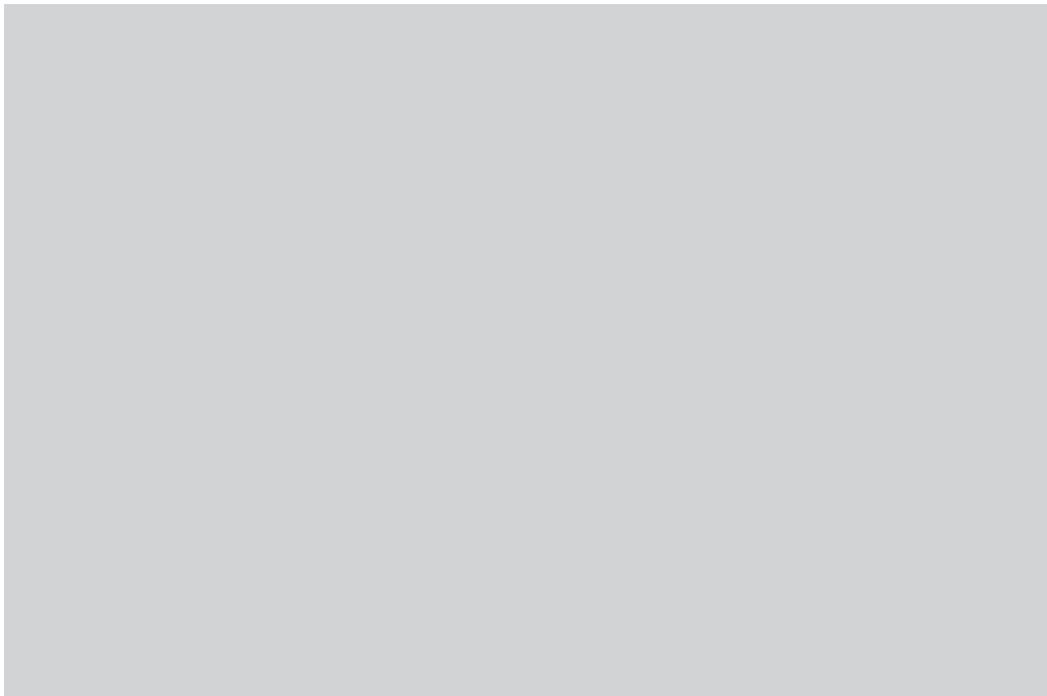
L'UTILISATION DU FONDS

Une des tâches du bibliothécaire en chef de la ville de Lyon a été de mettre les nouveaux documents à la disposition du public, dans le but d'être des outils utilisables immédiatement :

tous les ouvrages qui entrent dans le fonds sont donc inscrits au fur et à mesure sur un registre des entrées inventaire, puis dans le catalogue général sur registre, surtout un « *catalogue alphabétique réservé aux ouvrages sur la guerre, établi sur fiche et classé dans un meuble spécial mis à la disposition du public et sur le catalogue méthodique sur fiches, suivant la classification décimale*⁶ ».

La bibliothèque de la ville, installée depuis 1912 dans les anciens locaux de l'archevêché, le Palais Saint-Jean, se propose donc de consacrer une salle aux recherches sur ce nouveau fonds. Dans les faits, tout juste sait-on qu'en avril 1916 le catalogue alphabétique est à la disposition du public dans la salle de lecture alors que le catalogue méthodique peut être consulté sur demande; en octobre 1916, il semble que la bibliothèque de la guerre dispose effectivement de sa propre salle. Enfin, en février 1919, alors que la bibliothèque municipale récupère des locaux supplémentaires du Palais Saint-Jean, Cantinelli demande qu'on lui réserve une cave pour entreposer les « *doubles et la masse très encombrante*

⁶ AML 177 WP 012.
Classeur *Copie de lettres* –
juillet 1915 - juillet 1916.



Sem (Georges Goursat, dit), *Pour le dernier quart d'heure*, affiche de souscription à l'Emprunt national, 1918. Fonds de la guerre, BmL.

*des journaux français et étrangers que nous avons acquis pour constituer notre Bibliothèque de la Guerre*⁷ ».

Au-delà de l'utilisation immédiate des documents par le public, il s'agit aussi de préparer l'utilisation future. En avril 1916, au plus fort des arrivages de documents, le bibliothécaire annonce à la commission qu'il faut prévoir de commencer durant le second trimestre 1916 un catalogue d'au moins mille pages, in-quarto, avec traduction en français de tous les titres étrangers. Le projet est accepté par la commission et lancé durant l'été 1916 : des bons de souscription sont adressés à toutes les librairies et bibliothèques françaises ou étrangères. Le libraire Georg à Genève pense que le lancement est précipité et pas assez explicatif, mais dans les semaines qui suivent, après avoir envoyé un nouveau prospectus, les réponses affluent. Il est proposé la livraison d'un fascicule à cinq francs, tous les deux mois, sur la base de 16 volumes de 80 pages. Le 23 octobre 1916, l'imprimeur est trouvé et, début décembre, la maison Éditions et Librairie de Paris propose de prendre à sa charge l'édition du catalogue, en réservant à la bibliothèque 30 exemplaires gratuits. Cette situation ravit Cantinelli qui se déclare soulagé

d'être ainsi déchargé de l'aspect commercial et comptable. La mairie accepte cette proposition le 10 décembre, contre l'engagement de conserver l'imprimeur Protat de Mâcon, sur une base de 20 fascicules à cinq francs, tous les deux mois, à partir de janvier 1917. Chaque fascicule comprendra 1 000 titres, selon la classification décimale de Melvil Dewey, ce qui autorise de publier, dès à présent, la cote déjà assignée à chaque ouvrage, permettant au bibliothécaire d'insérer à leur place les livres de la même catégorie qui seront décrits dans les fascicules supplémentaires. À cette classification décimale, Cantinelli a ajouté la cote de classement au sein de la bibliothèque afin de faciliter l'utilisation par les futurs chercheurs. Le 27 janvier, Cantinelli envoie fièrement le premier fascicule de son « *catalogue, le premier effort tenté en Europe pour une documentation rationnelle de la guerre* », dont il annonce que quinze sont déjà prêts à l'impression⁸.

Mais rapidement le projet de la bibliothèque de la guerre se heurte aussi à la crise du papier et à l'inflation des matières premières pour l'imprimerie : le 22 septembre 1917, l'éditeur avance qu'il ne peut plus continuer dans ces conditions. Une subvention municipale de mille francs lui

⁷ AML 177 WP 013.
Dossier Bibliothèque de Lyon – Administration et Fonctionnement – 1919.

⁸ AML 177 WP 013.
Dossier Bibliothèque de Lyon – Administration et Fonctionnement – 1917.



est accordée dans les jours qui suivent, sauvant le projet. Cependant les désillusions se succèdent pour Cantinelli : annonce de la création de la Bibliothèque et musée à Paris (juillet 1917), multiplication des blocages des envois étrangers aux frontières (octobre 1917), budget limité au simple renouvellement des abonnements et fermeture de deux bibliothèques d'arrondissement dont les fonds viennent prendre la place des ouvrages sur la guerre (avril 1918), suppression du poste du sous-bibliothécaire à qui Cantinelli avait confié la rédaction du catalogue du fonds (octobre 1918) et enfin crédit bloqué au 11 novembre 1918.

Dans ces conditions, la publication des fascicules devient problématique, et le dix-septième qui devait paraître en septembre 1919 n'est imprimé qu'en mai 1920. Cantinelli s'en explique au maire : « *Le retard apporté à la publication de ce Catalogue est imputable, non à la Bibliothèque, mais à une contestation survenue entre l'éditeur qui fait les frais de la publication et l'imprimeur*⁹. » En fait, les dix-huit premiers fascicules doivent former une première série, et au moment d'entamer la seconde qui doit porter sur six ouvrages, l'éditeur s'interroge sur la pertinence de continuer. Ainsi, la seconde phase n'a réuni que 134 souscripteurs, soit 4 556 francs de recettes pour un coût évalué à 9 000 francs. L'éditeur ne voit qu'une seule possibilité : publier les 18 fascicules en trois volumes accompagnés de tables, avant de trouver d'autres souscripteurs pour pouvoir commencer la deuxième série avec le fascicule n° 19. Mais le fascicule n° 18 a toutes les peines du monde à sortir, et les relations entre Cantinelli et son éditeur se tendent. Cette menace pousse l'éditeur à publier ce dix-huitième fascicule en janvier 1921, alors qu'il devait paraître en novembre 1919 ! Malgré une proposition de l'éditeur en février 1921, Cantinelli considère que la collection est arrêtée « *ainsi d'ailleurs que notre catalogue* ».

Un catalogue qui est donc inachevé, s'arrêtant au fascicule 18, à la page 724, par une table provisoire des trois premiers volumes du catalogue. Les derniers ouvrages inscrits traitent des relations entre l'Italie et l'Angleterre, l'ensemble est loin d'être fini.

Le projet lyonnais initié par Herriot d'une bibliothèque de la guerre se termine donc par l'oubli quasi complet du fonds dans les caves du Palais

Saint-Jean. Les ouvrages déjà reliés sont intégrés au fonds général, simplement distingués par une marque de provenance (une grenade stylisée). Les autres sont entassés, pas même déballés ni estampillés. Herriot, qui voulait faire de sa ville le fer de lance de la mobilisation intellectuelle et culturelle, a finalement plié face à la concurrence parisienne et aux difficultés nées de la durée impensable de la guerre. La volonté d'offrir aux Lyonnais, et plus généralement à l'humanité nouvelle née de la guerre de civilisation, un corpus de documents édifiants n'a réussi qu'à regrouper des hommes dans une commission modèle d'Union sacrée « à la Herriot ».

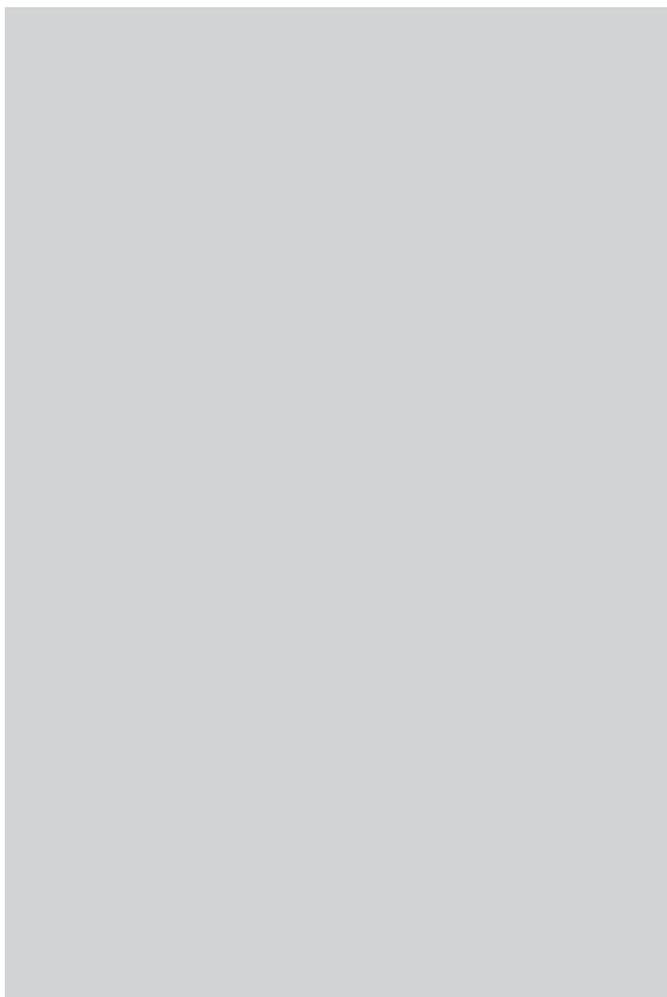
Le déménagement de la bibliothèque vers le quartier de la Part-Dieu en 1972 ne sort pas le fonds de l'oubli. Il faut attendre les années 2000 pour que Hervé Faure, un bibliothécaire passionné de la Grande Guerre, et Bruno Fouillet, un étudiant en thèse, exhument et comprennent la richesse de ce fonds.

Dès lors, un repérage et une identification du fonds de la guerre vont débiter dans les différents étages du « silo » de conservation de la Part-Dieu (magasins) ; cette identification est facilitée par la rétroconversion (informatisation des fichiers papier) du fonds de la guerre, entreprise en 1999.

En 2007, face à l'importance de cette collection, un bibliothécaire est chargé de classer et mettre en valeur les quelque 16 000 notices identifiées. Ce chiffre est plus proche de la réalité que ceux annoncés par Richard Cantinelli en son temps. Le chiffre de 20 000 documents, évoqué plus haut, tient compte de tous les fascicules et brochures souvent rassemblés sous une seule notice au catalogue.

Pour continuer de manière cohérente la constitution du fonds, une politique d'acquisition est relancée. Les ouvrages nouvellement rassemblés apparaissent dans le catalogue général sous la mention « Fonds de la guerre 14-18 – fonds additionnel ». Ce fonds additionnel comprend à ce jour plus de 750 documents. Le fonds de la guerre rassemblant, entre autres, de nombreux témoignages, les ouvrages de ce type sont privilégiés. Le département civilisation a en outre fait un effort particulier d'acquisition, ce qui permet à la bibliothèque municipale de Lyon de posséder un siècle de publications sur la Grande Guerre.

⁹ AML 177 WP 016.
Dossier *Bibliothèque de Lyon – Administration et Fonctionnement 1920 – Doubles*.



Marque de provenance du fonds
de la guerre. Fer à dorer, BmL.

L'analyse et la correction des notices informatisées ont permis de donner une visibilité du fonds dans le catalogue informatique : types de supports, langues représentées, importance des témoignages, titres de presse régionale... Dès 2008, une personne est recrutée sous contrat, au sein du département civilisation, afin d'être en mesure de proposer un catalogue « nettoyé » pour l'échéance fixée, à savoir 2014, année du centenaire.

Parallèlement, la visibilité du fonds se traduit par plusieurs actions menées par l'équipe du département civilisation : expositions thématiques dans les salles de lecture, Heures de la découverte (présentations thématiques à partir de documents patrimoniaux), conférences d'historiens pour le grand public.

Enfin, la valorisation du fonds de la guerre 1914-1918 s'inscrit également dans la politique de numérisation menée par la bibliothèque municipale de Lyon. Les journaux de tranchées ont déjà fait l'objet d'une numérisation commune avec la BnF et la BDIC. De plus, une partie de l'iconographie du fonds de la Guerre a été numérisée pour enrichir Numelyo, la bibliothèque numérique de Lyon, grâce au soutien du ministère de la Culture.

Le travail fourni depuis 2008 a donc naturellement conduit la bibliothèque à participer activement au centenaire en présentant une exposition « 1914-1918 : Lyon sur tous les fronts ! » au cours de l'automne 2014, projet labellisé par le Comité du Centenaire.

B:F



«1914-1918 : LYON SUR TOUS LES FRONTS!»

Du 7 octobre 2014 au 10 janvier 2015,
une exposition à la bibliothèque de la Part-Dieu à Lyon



Le centenaire de la Grande guerre représente «*un enjeu politique et social de premier ordre, dont les dimensions culturelles et mémorielles retentissent inévitablement sur les activités des bibliothèques détentrices de ressources en lien avec le conflit*». »

En effet, la bibliothèque municipale de Lyon a fait le choix de ne pas manquer cette opportunité de valoriser, faire connaître, compléter le travail réalisé depuis de nombreuses années sur ce fonds à travers une exposition «1914-1918 : Lyon sur tous les fronts!» et de présenter ainsi la richesse patrimoniale de cette collection.

Au-delà de cette dimension patrimoniale qui ne manquera pas d'éveiller l'intérêt d'un public très large, l'exposition sera l'occasion de présenter le rôle central de Lyon et de la région Rhône-Alpes à l'arrière pendant le conflit. Si Lyon s'est trouvé au cœur de ces échanges de documents écrits, photographies, cartes postales, périodiques qui constituent le fonds de la guerre 1914-1918, c'est aussi grâce à sa place originale, due notamment à sa situation géographique qui, une fois les territoires du nord occupés, va en faire un carrefour, un lieu de circulation et d'échange avec le reste de la France, les pays frontaliers.

Alors que les régions du front vont sans nul doute proposer de nombreuses manifestations autour de l'expérience combattante, cette exposition sera l'occasion d'évoquer une «autre» Grande Guerre. Elle permet de distinguer deux points de vue : le premier, à l'image du fonds renvoie à la Grande guerre, événement international, telle qu'elle est perçue, racontée, documentée depuis Lyon. Le second se centre sur la ville

même de Lyon, comment celle-ci a vécu la guerre, ses relations avec le front, la capitale, les autres provinces, les pays limitrophes, les neutres, comment elle s'est adaptée, transformée pendant le temps de la guerre, et au-delà.

La région fut entre 1914-1918 un lieu de flux et contacts en tous genres (notamment pour les prisonniers, les blessés, les réfugiés des territoires occupés rapatriés par la Suisse), un centre de développement très important pour les œuvres de guerre, un lieu d'innovation majeur – en particulier dans le domaine médical.

C'est aussi une ville européenne avec la création de la foire de Lyon qui entend concurrencer et même prendre la place de la foire de Leipzig, alors la plus importante d'Europe continentale et l'une des plus importantes au monde, une ville qui accueille des travailleurs du monde entier, une ville au cœur d'une région qui contribue à l'économie et l'industrie de guerre (banques, armement, aviation, chimie, textiles...), Lyon, entre 1914 et 1918, fut véritablement «sur tous les fronts».

C'est une ville qui reçoit les échos du monde entier... (via la Suisse notamment). De cette guerre, il nous reste des traces dans la ville d'aujourd'hui : monuments, bâtiments, noms de rue, poursuite aussi des projets d'avant-guerre (l'œuvre de Tony Garnier...). Une carte interactive sera proposée au sein même de l'exposition pour rendre concrète et visible cette configuration de Lyon en guerre et ses traces jusqu'à aujourd'hui.

Toutes ces dimensions seront illustrées à l'aide de documents, œuvres d'art et objets originaux issus des fonds de la bibliothèque mais également de

nombreuses collections privées ou institutionnelles. Environ 500 documents et objets originaux de toutes natures seront ainsi présentés au public. En effet, les commissaires de l'exposition ont choisi « *de ne pas la réduire à une "exposition de bibliothèque", en ne soumettant aux visiteurs que des "documents à deux dimensions"* ». Des partenariats locaux ont été mis en œuvre avec le musée Gadagne, le musée des Beaux-arts, le musée de la Médecine, l'école de santé des armées, mais aussi nationaux avec l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC)... Le commissariat scientifique de l'exposition a été assuré par Nicolas Beaupré, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, membre du comité directeur du Centre international de recherches de l'Historial de la Grande Guerre et membre du Comité franco-allemand des historiens.

Cette exposition devrait permettre aux citoyens et citoyennes Lyonnais et « Grand Lyonnais », mais aussi plus largement à un grand public, quel que soit son âge, son niveau d'enseignement, ses connaissances historiques, de mieux prendre la mesure d'une Grande Guerre qui fut à la fois, inextricablement, locale et mondiale.

Elle sera donc accompagnée d'un programme culturel sur l'ensemble du réseau des bibliothèques lyonnaises : expositions complémentaires, programme de conférences, ateliers, colloque en partenariat avec le LARHRA (Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes, qui a été un des piliers du conseil scientifique de l'événement), journée professionnelle en partenariat avec l'Enssib (voir le site internet de l'évènement sur le site de la bibliothèque www.bm-lyon.fr). L'objectif est d'assumer pleinement le rôle d'une bibliothèque : lieu d'information, de transmission et de débats, susceptible de faire avancer la réflexion collective sur le conflit dans toutes ses dimensions et sur la notion même de guerre, hier et aujourd'hui. Elle se trouve ainsi au « *carrefour de problématiques scientifiques*

issues des travaux et des discours de spécialistes, et des attentes du grand public »*.

La programmation se conclura notamment en janvier par l'organisation d'une table ronde dont l'objectif sera de proposer un premier bilan de la commémoration au niveau européen avec des historiens anglais, belges, allemands et français.

Restera alors à évaluer si les objectifs avancés ont bien été atteints et comment les publics ont accueilli ces manifestations culturelles (cf. projet de mémoire DCB de Julie Floreani, *Commémorer aujourd'hui : les rapports entre histoire et mémoire en bibliothèque*, sous la direction d'Anne-Sophie Chazaud, Villeurbanne, Enssib).

* Gaylord Mochel, *Préparer le centenaire de la Grande Guerre (2014) en bibliothèque, mémoire d'étude DCB* (dir. Évelyne Cohen), Villeurbanne, Enssib, 2014.